

Het officiële adres staat op de Kruispuntbank der Ondernemingen.

**Art. 4.** Het plaatselijk bestuur bepaalt wie toegang heeft tot dit officieel elektronisch adres.

De plaatselijke veiligheidsbeheerder activeert het recht van toegang voor de aangewezen personen.

**Art. 5.** De administratie zendt de kennisgeving aan het plaatselijk bestuur vanaf het loket naar zijn officieel elektronisch adres.

**Art. 6.** De administratie bewaart de kennisgevingen die op de Waalse portaalsite van de plaatselijke besturen zijn geplaatst gedurende twee jaar.

**Art. 7.** De Minister van Plaatselijke Besturen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 25 februari 2021.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Huisvesting, de Plaatselijke Besturen en het Stedenbeleid,  
Ch. COLLIGNON

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2021/200989]

### 25 FEVRIER 2021. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 juin 2006 relatif aux taux réduits des droits de succession et des droits de donation, notamment en cas de transmission d'entreprises

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, telle que modifiée, article 20;

Vu le Code des droits de succession, articles 59, 2°, 60, 60bis, § 1bis, alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, et 60bis, § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, 4° et 5°;

Vu le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, articles 140, 140bis, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, et 140quinquies, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 4° et 5°;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 juin 2006, relatif aux taux réduits des droits de succession et des droits de donation, notamment en cas de transmission d'entreprises;

Vu l'avis de l'Inspecteur des finances, donné le 10 juillet 2020;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 24 septembre 2020;

Vu le rapport du 15 septembre 2020, établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis n° 68.095/4 du Conseil d'Etat, donné 26 octobre 2020, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu l'avis du Conseil de la Fiscalité et des Finances de Wallonie, donné le 13 novembre 2020;

Sur la proposition du Ministre des Finances;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 juin 2006 relatif aux taux réduits des droits de succession et des droits de donation, notamment en cas de transmission d'entreprises, les mots « de la Fiscalité immobilière et environnementale de la Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie; » sont remplacés par les mots « des Opérations patrimoniales du Service public de Wallonie Fiscalité; ».

**Art. 2.** A l'article 2 du même arrêté :

1° au paragraphe 1<sup>er</sup>, les mots « de la Fiscalité immobilière et environnementale de la Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie » sont remplacés par les mots « des Opérations patrimoniales du Service public de Wallonie Fiscalité »;

2° au paragraphe 2, les mots « de la Fiscalité immobilière et environnementale de la Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie » sont remplacés par les mots « des Opérations patrimoniales du Service public de Wallonie Fiscalité »;

3° au paragraphe 2, 1°, les mots « de la Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie » sont remplacés par les mots « du Service public de Wallonie Fiscalité »;

4° au paragraphe 2, 2°, les mots « de la Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie » sont remplacés par les mots « du Service public de Wallonie Fiscalité »;

5° au paragraphe 2, 2°, a), les mots « de la Fiscalité spécifique de la Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie » sont remplacés par les mots « de l'Établissement et du Contrôle du Service public de Wallonie Fiscalité »;

6° au paragraphe 2, 2°, b), les mots « du Recouvrement de la Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie » sont remplacés par les mots « du Recouvrement et de la Perception du Service public de Wallonie Fiscalité »;

7° au paragraphe 2, 2°, c), les mots « de la Fiscalité des véhicules de la Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie » sont remplacés par les mots « du Support opérationnel du Service public de Wallonie Fiscalité ».

**Art. 3.** A l'article 7 du même arrêté :

1° dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « de l'administration » sont remplacés par les mots « du Département du Contentieux et du Support juridique du Service public de Wallonie Fiscalité »;

2° l'alinéa 2 est remplacé par : « L'inspecteur général du Département du Contentieux et du Support juridique du Service public de Wallonie Fiscalité statue sur le recours par décision notifiée aux continuateurs dans un délai de six mois à dater de la réception du recours. ».

**Art. 4.** A l'article *8bis* du même arrêté :

1° au paragraphe 1<sup>er</sup>, les mots « de la Fiscalité immobilière et environnementale de la Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie » sont remplacés par les mots « des Opérations patrimoniales du Service public de Wallonie Fiscalité »;

2° au paragraphe 2, les mots « de la Fiscalité immobilière et environnementale de la Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie » sont remplacés par les mots « des Opérations patrimoniales du Service public de Wallonie Fiscalité »;

3° au paragraphe 2, 1°, les mots « de la Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie » sont remplacés par les mots « du Service public de Wallonie Fiscalité »;

4° au paragraphe 2, 2°, les mots « de la Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie » sont remplacés par les mots « du Service public de Wallonie Fiscalité »;

5° au paragraphe 2, 2°, a), les mots « de la Fiscalité spécifique de la Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie » sont remplacés par les mots « de l'Établissement et du Contrôle du Service public de Wallonie Fiscalité »;

6° au paragraphe 2, 2°, b), les mots « du Recouvrement de la Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie » sont remplacés par les mots « du Recouvrement et de la Perception du Service public de Wallonie Fiscalité »;

7° au paragraphe 2, 2°, c), les mots « de la Fiscalité des véhicules de la Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie » sont remplacés par les mots « du Support opérationnel du Service public de Wallonie Fiscalité ».

**Art. 5.** A l'article 10<sup>ter</sup> du même arrêté :

1° dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « de l'administration » sont remplacés par les mots « du Département du Contentieux et du Support juridique du Service public de Wallonie Fiscalité »;

2° l'alinéa 2 est remplacé par : « L'inspecteur général du Département du Contentieux et du Support juridique du Service public de Wallonie Fiscalité statue sur le recours par décision notifiée aux continuateurs dans un délai de six mois à dater de la réception du recours. ».

**Art. 6.** Les articles 12 à 17 sont abrogés.

**Art. 7.** Le présent arrêté s'applique aux recours introduits à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2021.

Les recours introduits jusqu'au 30 juin 2021 continuent à être traités conformément à la procédure applicable avant l'entrée en vigueur du présent arrêté.

**Art. 8.** Le Ministre qui a les finances dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 25 février 2021.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Ministre s-du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,  
J.-L. CRUCKE

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2021/200989]

25. FEBRUAR 2021 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. Juni 2006 über die ermäßigten Steuersätze der Erbschafts- und Schenkungssteuer u.a. bei der Übertragung von Betrieben

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, in seiner abgeänderten Fassung, Artikel 20;

Aufgrund des Erbschaftssteuergesetzbuches, Artikel 59 Ziffer 2°, 60, 60bis, § 1bis, Absatz 1 Ziffer 3°, und 60bis, § 3, Absatz 1, Ziffer 4° und 5°;

Aufgrund des Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleigebührengesetzbuches, Artikel 140, 140bis, § 2, Absatz 1, Ziffer 3°, und 140quinquies, § 1, Ziffer 4° und 5°;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. Juni 2006 über die ermäßigten Steuersätze der Erbschafts- und Schenkungssteuer, insbesondere bei der Übertragung von Betrieben;

Aufgrund des am 10. Juli 2020 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektors;

Aufgrund des am 24. September 2020 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des in Anwendung von Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben aufgestellten Berichts vom 15. September 2020;

Aufgrund des am 26. Oktober 2020 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 68.095/4 des Staatsrats;

Aufgrund des am 13. November 2020 abgegebenen Gutachtens des Rates für das Steuer- und Finanzwesen der Wallonie;

Auf Vorschlag des Finanzministers;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - In Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. Juni 2006 über die ermäßigten Steuersätze der Erbschafts- und Schenkungssteuer, insbesondere bei der Übertragung von Betrieben werden die Wörter »Immobilien- und Umweltbesteuerung der operativen Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie« durch die Wörter »Vermögensvorgänge des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Steuerwesen« ersetzt.

**Art. 2** - Artikel 2 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraf 1 werden die Wörter »Immobilien- und Umweltbesteuerung der operativen Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie« durch die Wörter »Vermögensvorgänge des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Steuerwesen« ersetzt;

2° in Paragraf 2 werden die Wörter »Immobilien- und Umweltbesteuerung, der operativen Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie« durch die Wörter »Vermögensvorgänge des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Steuerwesen« ersetzt;

3° in Paragraf 2 Ziffer 1° werden die Wörter »der operativen Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie« durch die Wörter »des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Steuerwesen« ersetzt;

4° in Paragraf 2 Ziffer 2° werden die Wörter »der operativen Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie« durch die Wörter »des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Steuerwesen« ersetzt;

5° in Paragraf 2 Ziffer 2°, a) werden die Wörter »zweckgebundene Besteuerung der operativen Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie« durch die Wörter »Festlegung und Kontrolle des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Steuerwesen« ersetzt;

6° in Paragraf 2 Ziffer 2°, b) werden die Wörter »Beitreibung der operativen Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie« durch die Wörter »Erhebung und Beitreibung des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Steuerwesen« ersetzt;<0

7° in Paragraf 2 Ziffer 2°, c) werden die Wörter »Fahrzeugbesteuerung der operativen Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie« durch die Wörter »operative Unterstützung des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Steuerwesen« ersetzt;

**Art. 3** - Artikel 7 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1° in Absatz 1 werden die Wörter »der Verwaltung« durch die Wörter »bei der Abteilung Streitsachen und juristische Unterstützung des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Steuerwesen« ersetzt;

2° Absatz 2 wird durch Folgendes ersetzt: »Der Generalinspektor der Abteilung Streitsachen und juristische Unterstützung des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Steuerwesen befindet über die Beschwerde durch einen Beschluss, der den Fortsetzern innerhalb einer Frist von sechs Monaten ab dem Empfang der Beschwerde zugestellt wird.«

**Art. 4** - Artikel 8bis desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraf 1 werden die Wörter »Immobilien- und Umweltbesteuerung der operativen Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie« durch die Wörter »Vermögensvorgänge des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Steuerwesen« ersetzt;

2° in Paragraf 2 werden die Wörter »Immobilien- und Umweltbesteuerung der operativen Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie« durch die Wörter »Vermögensvorgänge des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Steuerwesen« ersetzt;

3° in Paragraf 2 Ziffer 1° werden die Wörter »der operativen Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie« durch die Wörter »des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Steuerwesen« ersetzt;

4° in Paragraf 2 Ziffer 2° werden die Wörter »der operativen Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie« durch die Wörter »des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Steuerwesen« ersetzt;

4° in Paragraf 2 Ziffer 2° a) werden die Wörter »zweckgebundene Besteuerung der operativen Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes« durch die Wörter »Festlegung und Kontrolle des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Steuerwesen« ersetzt;

6° in Paragraf 2 Ziffer 2°, b) werden die Wörter »Beitreibung der operativen Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie« durch die Wörter »Erhebung und Beitreibung des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Steuerwesen« ersetzt;

7° in Paragraf 2 Ziffer 2°, c) werden die Wörter »Fahrzeugbesteuerung der operativen Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie« durch die Wörter »operative Unterstützung des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Steuerwesen« ersetzt;

**Art. 5** - Artikel 10ter desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1° in Absatz 1 werden die Wörter »der Verwaltung« durch die Wörter »bei der Abteilung Streitsachen und juristische Unterstützung des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Steuerwesen« ersetzt;

2° Absatz 2 wird durch Folgendes ersetzt: »Der Generalinspektor der Abteilung Streitsachen und juristische Unterstützung des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Steuerwesen befindet über die Beschwerde durch einen Beschluss, der den Fortsetzern innerhalb einer Frist von sechs Monaten ab dem Empfang der Beschwerde zugestellt wird.«

**Art. 6** - Die Artikel 12 bis 17 werden aufgehoben.

**Art. 7** - Der vorliegende Erlass ist auf alle ab dem 1. Juli 2021 eingereichten Beschwerden anwendbar.

Die bis zum 30. Juni 2021 eingereichten Beschwerden werden weiterhin nach dem vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses geltenden Verfahren behandelt.

**Art. 8** - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Finanzen gehören, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 25. Februar 2021

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident,  
E. DI RUPO

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Flughäfen und Sportinfrastrukturen,  
J.-L. CRUCKE

VERTALING

#### WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2021/200989]

**25 FEBRUARI 2021. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 29 juni 2006 betreffende de verlaagde tarieven van de successie- en de schenkingsrechten, meer bepaald bij overdracht van ondernemingen**

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, zoals gewijzigd, inzonderheid op artikel 20;

Gelet op het Wetboek der successierechten, inzonderheid op de artikelen 59, 2°, 60, 60bis, § 1bis, eerste lid, 3°, en 60bis, § 3, eerste lid, 4° en 5°;

Gelet op het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten, inzonderheid op de artikelen 140, 140bis, § 2, eerste lid, 3°, en 140quinquies, § 1, eerste lid, 4° en 5°;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 29 juni 2006 betreffende de verlaagde tarieven van de successie- en de schenkingsrechten, meer bepaald bij overdracht van ondernemingen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 10 juli 2020;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 24 september 2020;

Gelet op het rapport van 15 september 2020, opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op advies nr. 68.095/4 van de Raad van State, gegeven op 26 oktober 2020, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1273;

Gelet op het advies van de »Conseil de la Fiscalité et des Finances de Wallonie« (Raad van de fiscaliteit en de financiën van Wallonië), gegeven op 13 november 2020;

Op de voordracht van de Minister van Financiën;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 29 juni 2006 betreffende de verlaagde tarieven van de successie- en de schenkingsrechten, meer bepaald bij overdracht van ondernemingen, worden de woorden »Onroerende en Milieufiscaliteit van het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst« vervangen door de woorden »Vermogensverrichtingen van de Waalse Overheidsdienst Fiscaliteit«;

**Art. 2.** In artikel 2 van hetzelfde besluit:

1° in paragraaf 1 worden de woorden »Onroerende en Milieufiscaliteit van het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst« vervangen door de woorden »Vermogensverrichtingen van de Waalse Overheidsdienst Fiscaliteit«;

2° in paragraaf 2 worden de woorden »Onroerende en Milieufiscaliteit van het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst« vervangen door de woorden »Vermogensverrichtingen van de Waalse Overheidsdienst Fiscaliteit«;

3° in paragraaf 2, 1°, worden de woorden »van het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst« vervangen door de woorden »van de Waalse Overheidsdienst Fiscaliteit«;

4° in paragraaf 2, 2°, worden de woorden »van het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst« vervangen door de woorden »van de Waalse Overheidsdienst Fiscaliteit«;

5° in paragraaf 2, 2°, a) worden de woorden »Bijzondere Fiscaliteit van het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst« vervangen door de woorden »Vestiging en Controle van de Waalse Overheidsdienst Fiscaliteit«;

6° in paragraaf 2, 2°, b) worden de woorden »Invordering van het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst« vervangen door de woorden »Invordering en Inning van de Waalse Overheidsdienst Fiscaliteit«;

7° in paragraaf 2, 2°, c) worden de woorden »Voertuigenfiscaliteit van het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst« vervangen door de woorden »Operationele Ondersteuning van de Waalse Overheidsdienst Fiscaliteit«.

**Art. 3.** In artikel 7 van hetzelfde besluit:

1° in het eerste lid, worden de woorden »bij het bestuur« vervangen door de woorden »bij het Departement Geschillen en Juridische Ondersteuning van de Waalse Overheidsdienst Fiscaliteit«;

2° het tweede lid wordt vervangen door: »De inspecteur-generaal van het Departement Geschillen en Juridische Ondersteuning van de Waalse Overheidsdienst Fiscaliteit beslist over het beroep bij beslissing die binnen zes maanden na ontvangst van het beroep ter kennis wordt gebracht van de voortzetters.«.

**Art. 4.** In artikel 8bis van hetzelfde besluit:

1° in paragraaf 1 worden de woorden »Onroerende en Milieufiscaliteit van het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst« vervangen door de woorden »Vermogensverrichtingen van de Waalse Overheidsdienst Fiscaliteit«;

2° in paragraaf 2 worden de woorden »Onroerende en Milieufiscaliteit van het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst« vervangen door de woorden »Vermogensverrichtingen van de Waalse Overheidsdienst Fiscaliteit«;

3° in paragraaf 2, 1°, worden de woorden »van het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst« vervangen door de woorden »van de Waalse Overheidsdienst Fiscaliteit«;

4° in paragraaf 2, 2°, worden de woorden »van het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst« vervangen door de woorden »van de Waalse Overheidsdienst Fiscaliteit«;

5° in paragraaf 2, 2°, a) worden de woorden »het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst« vervangen door de woorden »het Departement Vestiging en Controle van de Waalse Overheidsdienst Fiscaliteit«;

6° in paragraaf 2, 2°, b) worden de woorden »Invordering van het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst« vervangen door de woorden »Invordering en Inning van de Waalse Overheidsdienst Fiscaliteit«;

7° in paragraaf 2, 2°, c) worden de woorden »Voertuigenfiscaliteit van het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst« vervangen door de woorden »Operationele Ondersteuning van de Waalse Overheidsdienst Fiscaliteit«.

**Art. 5.** In artikel 10ter van hetzelfde besluit:

1° in het eerste lid, worden de woorden »bij de administratie« vervangen door de woorden »bij het Departement Geschillen en Juridische Ondersteuning van de Waalse Overheidsdienst Fiscaliteit«;

2° het tweede lid wordt vervangen door: »De inspecteur-generaal van het Departement Geschillen en Juridische Ondersteuning van de Waalse Overheidsdienst Fiscaliteit beslist over het beroep bij beslissing die binnen zes maanden na ontvangst van het beroep ter kennis wordt gebracht van de voortzetters.«.

**Art. 6.** De artikelen 12 tot 17 worden opgeheven.

**Art. 7.** Dit besluit is van toepassing op beroepen die met ingang van 1 juli 2021 worden ingesteld.

Beroepen die tot en met 30 juni 2021 worden ingesteld, worden verder behandeld volgens de procedure die vóór de inwerkingtreding van dit besluit van toepassing was.

**Art. 8 -** De Minister bevoegd voor Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 25 februari 2021.

Voor de Waalse Regering :

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuur,  
J.-L. CRUCKE